

que dépendra le sort ultérieur de ces moyens de production, le fait de savoir si le prolétariat les gardera en mains ou non. S'il ne les garde pas, alors s'ouvrira la voie du capitalisme d'Etat, régime qui ne peut pas abolir le salariat. Si le prolétariat garde la mainmise sur les moyens de production, alors il n'est qu'une seule issue : organiser la production et la consommation sur la base du temps de production moyen social et supprimer l'argent. Il est aussi possible que les tendances syndicalistes soient tellement fortes pour que les travailleurs s'emparent des usines en les considérant comme la propriété des travailleurs de chaque usine prise séparément et qu'ils se répartissent ainsi le « fruit intégral » de leur travail. Ce genre de « communisme » ne saurait pas supprimer l'argent et ne pourrait nous ramener qu'au communisme d'Etat en passant par le socialisme des guildes.

Aussi, à notre avis, le point capital de la révolution prolétarienne sera de fixer des rapports immuables entre les producteurs et le produit social ce qui ne peut se faire qu'en introduisant le calcul du temps dans la production et la distribution. C'est la revendication la plus élevée que le prolétariat puisse formuler... mais en même temps, c'est le minimum de ce qu'il puisse réclamer. C'est une question de pouvoir par excellence que seul le prolétariat est à même de régler sans appui aucun de la part d'autres groupes sociaux.

Il n'est possible de conserver les entreprises au prolétariat qu'en lui assurant la gestion et la direction autonomes. C'est aussi la seule manière de pouvoir appliquer partout le calcul du temps de travail. Un véritable flot de littérature, originaire surtout de l'Angleterre, l'Amérique et l'Allemagne, est consacrée à démontrer comment le capitalisme opère le calcul du temps de travail matérialisé dans chaque produit. Dans le communisme, on calcule comme dans le capitalisme selon la formule : MO (yen de production) + MA (tière première + Travail vivant), on emploie seulement une

unité de calcul différente. Dans ce sens la vieille société porte le nouvel ordre social en son sein. Les règlements de compte entre entreprises se font, dans le communisme, par l'entremise d'un office de comptabilité générale sociale, donc par des virements de compte, tout comme maintenant. La concentration des entreprises s'effectue aussi dans l'Etat social actuel, quoique très probablement, en régime communiste, cette concentration suivra un autre cours étant donné qu'elle part de mobiles essentiellement différents. L'organisation des services publics, en régime communiste, n'aura à reprendre que des entreprises qui fonctionnent comme des instruments de l'Etat de classe. Il faut les détacher de l'Etat pour les donner à la société. Il est vrai qu'alors l'Etat subsiste toujours parce que la bourgeoisie étant vaincue n'a pas encore disparu. Cet Etat est visible à tous et apparaît comme organe de lutte contre la contre-révolution, mais il n'a que faire dans la production et la distribution. Et ainsi les conditions se trouvent créées qui permettront à cet Etat de « déperir ».

Si nous comparons à cette organisation celle qui résulte du communisme d'Etat — ou ce qui est le même : du capitalisme d'Etat, on aperçoit de suite que ce dernier régime ne détermine nullement les rapports du producteur envers le produit social. L'ouvrier est un salarié de l'Etat et reçoit de ce dernier son salaire. Le montant de ce salaire est déterminé par les contrats collectifs que l'Etat passe avec les organisations syndicales. La direction de la production échoit à la bureaucratie de l'Etat ; aux producteurs il est accordé un droit de « contrôle » par le truchement des organisations syndicales. La démocratie devient ainsi, comme dans le capitalisme, le couvert sous lequel la domination s'étend sur les masses.

A. HENNAUT.

N. B. — Ceci termine le résumé de l'études des groupes de communistes internationalistes hollandais.

Etat - Parti - Internationale

Chapitre VII. 3e partie :

L'ETAT SOVIETIQUE

Nous avons déjà traité de la loi du développement inégal du capitalisme et des conclusions à notre avis arbitraires — que l'on en a tirées. A proprement parler il ne s'agit pas d'une « loi », mais d'une de ces manifestations de l'évolution de sociétés divisées en classes, qui donc n'est pas spécifique à la société capitaliste. Même avant le triomphe de la bourgeoisie, les systèmes économiques précédents résultaient non d'un parallélisme de régimes sociaux dans tous les pays, mais bien d'une synthèse d'organisations sociales disparates se concentrant autour de la maîtrise du régime correspondant à la phase la plus avancée du progrès atteint par la technique de production et contrôlant le monde entier. L'économie esclavagiste pouvait bien composer avec les formes subsistant de l'économie patriarcale; la société médiévale et servile pouvait se combiner avec la persistance de régimes esclavagistes et même patriarcaux; la société bourgeoise se relie avec toutes ces formes d'économies qui l'ont précédée. Enfin, ainsi que Lénine l'a mis en évidence dans l'impôt Alimentaire, la première expérience de gestion prolétarienne de l'économie en Russie put apparaître non seulement au milieu d'une économie capitaliste contrôlant le restant du monde, mais le prolétariat prit le pouvoir, dans un milieu social contenant une pluralité d'éléments économiques et sociaux foncièrement opposés entre eux : le régime patriarcal de l'économie paysanne naturelle, la petite production marchande, le capitalisme privé, le capitalisme d'Etat, le socialisme.

La loi de l'évolution historique reste celle de la lutte des classes conditionnée à son tour par le développement de la technique de production : le développement inégal n'est qu'une expression de cette loi fondamentale. L'inversion entre loi et manifestation de cette loi conduit à deux conclusions politiques opposées dont l'une et l'autre nous semblent contraires à la doctrine marxiste. Suivant les uns, la victoire du prolétariat en Russie trouverait, dans la loi du développement inégal, les conditions objectives pour l'expansion indéfinie du socialisme en U.R.S.S., aucune opposition historique ne pouvant surgir entre la construction du socialisme en un seul pays et la persistance du régime bourgeois ailleurs, car l'inégalité du développement et sa loi feraient justement que l'ilot so-

cialiste pourrait croître au milieu des économies capitalistes. Suivant les autres, la victoire prolétarienne en Russie ne serait et ne pouvait être qu'une manifestation accidentelle de l'évolution historique. Mais cette manifestation accidentelle due à la loi du développement inégal, ne pouvait que disparaître, par la suite, du fait de l'immaturité des conditions économiques (défaut de la grande industrie) obligeant l'Etat russe à abandonner le programme de la révolution mondiale pour emprunter l'autre chemin conduisant graduellement au rétablissement de l'ancien régime sous la forme nouvelle d'une domination de la classe ou la caste bureaucratique. Les centristes poussent donc à l'extrême l'idéalisation de l'inégalité du développement, alors que d'après les autres il serait possible d'expliquer la révolution russe non d'après les lois fondamentales de la lutte de classe sur le terrain mondial, mais en fonction de l'inégalité du développement, en somme en fonction d'éléments historiques qui ne sont pas des critères fondamentaux et qui doivent pousser à l'inévitable répartition de conséquences liées à des facteurs économiques arriérés. Il s'ensuit qu'une victoire prolétarienne là ou, comme en Russie, les conditions économiques pour le socialisme n'existent pas est obligée de replier son drapeau prolétarien, pour se replier vers le retour à l'économie capitaliste. Otto Bauer, le premier, commenta les mesures économiques décidées en 1921, au travers de la Nep, comme une confirmation nouvelle de la théorie marxiste et de l'impossibilité de réaliser une gestion économique prolétarienne en Russie. Dernièrement des militants appartenant aux groupes de gauche issus de la dégénérescence centriste, des groupes qui sont donc appelés à hériter de l'expérience qu'a faite le prolétariat mondial en Russie, s'acheminent vers une critique de l'Etat russe qui prend comme point de départ la constatation de l'inévitabilité d'une évolution bourgeoise pour un Etat prolétarien surgissant là où les conditions économiques n'existent pas encore pour une gestion socialiste de la production. Nous avons fait ce rappel nullement pour indiquer que puisque socialistes et communistes de gauche se rencontrent dans le critère essentiel de la critique, les conclusions des uns et des autres doivent être réunies et rejetées a priori. Nous connaissons trop bien ce système de polémique consistant à détruire une opinion politique parce qu'on la retrouve chez les ennemis du prolétariat, pour l'employer, car s'il peut